

politique en plaçant ses fonds à l'étranger, comme il en a couru en Iran. C'est pourtant le genre de risques que les gens de certains pays nous demandent de courir. D'autre part, le gouvernement du pays bénéficiaire devrait peut-être conclure avec les États-Unis un traité prévoyant la libre convertibilité du produit des placements. Autrement dit, comment les capitalistes qui ont placé des fonds dans des pays comme ceux de l'Amérique du Sud sauront-ils que les entreprises en cause réalisent des bénéfices et, si bénéfices il y a, comment feront-ils sortir leurs dividendes de ces pays? Le gouvernement de l'heure pourra signer une entente en autorisant la sortie, mais son successeur considérera peut-être le document comme un chiffon de papier.

Étant donné l'incertitude qui pèse sur la conjoncture politique, les capitaux privés hésiteront à placer des fonds dans certains pays de l'Europe de l'Ouest ou du moyen Orient. Et il est peu probable que le gouvernement des États-Unis effectue d'importants placements à l'étranger, sauf en application du programme, dit du point IV, touchant les pays peu évolués. Autrement dit, on consent à subir des pertes au titre de ce programme, mais il est permis de penser qu'on s'y refuserait dans le cas de placements d'ordre purement économique.

Besoin d'une nouvelle politique douanière des États-Unis

On mesure facilement le déséquilibre dont souffrent actuellement les comptes commerciaux internationaux si l'on fait abstraction de l'aide économique et militaire que consent le gouverneur des États-Unis, ainsi que les dépenses qu'il engage, au titre de la défense, dans des pays en dehors de la zone dollar. Compte tenu des seuls comptes commerciaux, le déficit de ces pays s'établit actuellement entre 5 et 6 milliards de dollars, ce qui représente environ la moitié des importations actuelles des États-Unis au chapitre des denrées, ou le tiers au chapitre des denrées et des services. Le déséquilibre, on le voit, est formidable puisqu'il représente le tiers des sommes à créditer aux États-Unis au titre des importations de biens et de services.

A moins que les pays non compris dans la zone dollar ne soient en mesure d'augmenter leurs recettes en dollars des États-Unis, pour compenser la diminution attendue au chapitre de l'aide économique et militaire versée par les États-Unis, ceux-ci peuvent s'attendre à une grave contraction de leurs exportations en raison des restrictions dont elles seront frappées par ces pays.

Il en va déjà ainsi pour les produits agricoles, dont l'exportation a sensiblement diminué ces douze derniers mois, les pays d'outre-mer n'ayant pas d'argent à consacrer à l'achat de ces produits des États-Unis.

L'hon. M. HAIG: Cela vaut également pour le Canada.

M. HOPE: Oui, dans certains cas.

La contraction des exportations se traduirait par une régression commerciale, laquelle serait suivie par la diminution des importations, diminution dont les effets atteindraient l'Europe. Ainsi s'établirait, à l'échelle mondiale, un cercle vicieux de déflation, tout comme il s'en est établi un en 1929, alors que l'impuissance de l'Europe à assurer le service de ses dettes de guerre en dollars des États-Unis fut une des principales causes de la crise mondiale.

Heureusement, un nombre de plus en plus grand d'Américains avertis se rendent compte du danger imminent qui menace leur pays. Inutile de mentionner les citoyens importants des États-Unis, non plus que les organismes ou groupements influents qui ont fait récemment des déclarations publiques sur ce point, mais nous aimerions nous arrêter à la plus importante de ces déclarations, selon nous, à la plus lourde de sens.